

Expression du SNESUP-FSU de l'Université de Strasbourg sur l'épidémie du coronavirus

(Communiqué du 11 mars 2020)

L'épidémie du Covid-19 suscite une inquiétude de plus en plus vive au sein de notre communauté universitaire. Sans tomber dans l'alarmisme et une application disproportionnée des principes de précaution, cette crise sanitaire doit être traitée avec le plus grand sérieux et toute l'efficacité qui s'impose à nous. Des collègues et des étudiants de notre université sont aujourd'hui confinés. Leur nombre nous est à ce jour inconnu. Le SNESUP-FSU a demandé dès la semaine dernière, à l'occasion d'un CHSCT exceptionnel, qu'un recensement des cas soit opéré par la direction de l'université afin d'identifier les possibles foyers de développement de la maladie au sein des composantes, laboratoires et services, et ceci en lien avec les services de santé de l'université afin de garantir la confidentialité des données personnelles et médicales. Nous avons également rappelé l'urgence à disposer d'un Plan de continuité d'activité (PCA) et à mettre en place des dispositions élémentaires : nettoyer les sanitaires deux fois par jour et donner des instructions pour que soit disponible du savon, des serviettes en papier ou des sèche-main à air. Concernant ces mesures élémentaires de sécurité nous demandons aujourd'hui que des consignes claires soient données pour assurer le maintien d'une certaine distance entre les étudiants dans tous les cours qui le permettent.

Si la communication de la Direction générale des services de notre université transmet régulièrement les consignes et recommandations nationales et régionales, le SNESUP-FSU regrette cependant que la présidence de l'université n'ait pas estimé utile jusqu'à ce jour de s'exprimer auprès de notre communauté pour expliquer les dispositions qu'elle prend et l'action qu'elle conduit pour gérer la crise, en relation avec les autorités préfectorales, rectorales et sanitaires. A ce sujet le SNESUP-FSU déplore le défaut de cohérence qu'il y a à écrire qu'il n'existerait « pas de restriction de mobilité/circulation entre les Bas Rhin et le Haut Rhin » (message du DGS du 9 mars à 18h28 aux personnels et étudiants) alors que décision a été prise d'interdire à un élève ou à un enseignant domicilié dans le Haut-Rhin de se rendre dans son établissement scolaire s'il est situé dans le Bas-Rhin, et ceci pour une durée de 15 jours à compter du lundi 9 mars. Ainsi, alors que les élèves résidant dans le Haut-Rhin sont interdits de cours et de pensionnat dans les lycées du Bas-Rhin, étudiants et personnels des établissements d'enseignement supérieur jouissent, si l'on peut dire, de la liberté de se contaminer d'un département à l'autre. Au moment où 260 personnes sont confirmées positives dans le Haut-Rhin et que 104 cas sont identifiés dans le Bas-Rhin, de telles dispositions ne manquent pas d'interroger. D'autant que la pénurie des tests de dépistage nous conduit à considérer que ces chiffres sont très sous-estimés.

Tout en reconnaissant la difficulté des arbitrages et la nécessité de trouver un équilibre entre les libertés individuelles et la préservation de la santé des personnes, le SNESUP-FSU demande à nos tutelles et à la présidence de l'Université de Strasbourg de travailler à une meilleure coordination dans l'information et les prises de décision. Ainsi il apparaît souhaitable que les mesures de sécurité prises au niveau de l'enseignement primaire et secondaire soient articulées avec celles qui sont prises dans l'enseignement supérieur. Ainsi encore, il serait nécessaire que les dispositions prises dans les établissements associés à l'Université de Strasbourg (UHA, INSA, etc) soient coordonnées avec cette

dernière et ceci sur l'ensemble du territoire alsacien. Enfin nous devons déplorer que les autorités sanitaires, préfectorales et rectorales continuent d'ignorer les dispositions prises par notre voisin allemand pour limiter la propagation de la maladie. Entre les intérêts économiques locaux et la santé des populations, il n'y a pas à choisir : le SNESUP-FSU estime qu'en toutes circonstances c'est notre santé qui doit être prioritaire.

En prenant un peu de recul, il conviendrait de nous demander si nous ne payons pas aujourd'hui l'imprévoyance et l'impréparation de notre pays à une crise sanitaire majeure. Des années de politiques austéritaires imposées aux services publics, en particulier au secteur de la santé et à celui de la recherche, révèlent aujourd'hui l'incurie des choix qui ont été faits. Des collègues dénoncent avec raison le défaut de financement de certains programmes de recherche. Confronté à une crise sanitaire majeure, l'hôpital ne dispose pas des moyens suffisants pour y faire face et notre recherche publique a pris du retard par manque de financements. La crise sanitaire en cours aussi bien que la crise écologique mettent cruellement en évidence le fait que notre pays a besoin d'une recherche, d'une université et de Services Publics dotés de moyens humains et financiers à la hauteur des défis que nous devons relever.

Copie de ce communiqué sera envoyée à Monsieur le recteur et Mesdames les rectrices de la Région Grand-Est, aux autorités préfectorales, à la direction de l'ARS Grand-Est, au MEN et au MESRI.